



CLIO. Histoire, femmes et sociétés

8 (1998)

Georges Duby et l'histoire des femmes

Christine BARD

Anne COVA, *Maternité et droits des femmes en France, XIXe-XXe siècles*, Paris, Anthropos, coll. Historiques, 1997, 435 p.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Christine BARD, « Anne COVA, *Maternité et droits des femmes en France, XIXe-XXe siècles*, Paris, Anthropos, coll. Historiques, 1997, 435 p. », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 8 | 1998, mis en ligne le 21 mars 2003, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/332>

Éditeur : Presses universitaires du Mirail

<http://clio.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://clio.revues.org/332>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Christine BARD

Anne COVA, *Maternité et droits des femmes en France, XIXe-XXe siècles*, Paris, Anthropos, coll. Historiques, 1997, 435 p.

- 1 Anne Cova s'est emparée d'un sujet central pour l'histoire des femmes : la maternité. En 1977, Catherine Fouquet et Yvonne Knibiehler avaient publié la première synthèse, *Histoire des mères du Moyen Age à nos jours*. Élisabeth Badinter, en 1980, attirait elle aussi, avec *L'Amour en plus*, l'attention du public sur l'historicité du sentiment maternel, soulignant la mutation survenue au XVIIIe siècle : début de la limitation des naissances, rapprochement de la mère et de l'enfant, valorisation extrême du devoir maternel. Francis Ronsin publiait également en 1980 sa thèse *La Grève des ventres. Propagande néo-malthusienne et baisse de natalité française (XIXe-XXe siècles)*, qui complétait l'ouvrage pionnier (1971) de Roger-Henri Guerrand (*La Libre-maternité, 1896-1969*). La thèse de Françoise Thébaud (*Quand nos grand-mères donnaient la vie. La maternité en France dans l'entre-deux-guerres*, Lyon, PUL, 1986) se penchait sur la médicalisation de la naissance, l'apparition d'institutions hospitalières spécialisées où s'effectuent les accouchements : les maternités. De leur côté, Laurence Klejman et Florence Rochefort réalisaient leur thèse, soutenue en 1987, sur les féminismes du début de la IIIe République. Grâce à une méthode rigoureuse, à l'exploitation systématique des sources que l'on découvrait très riches, à la multiplication des biographies et des monographies d'associations ou de revues, elles restituaient l'histoire interne des féminismes dans toute leur diversité (des plus modérées aux plus radicales). Ce pluriel était une des premières leçons de leur thèse. Loin d'isoler leur objet, ces deux historiennes le situaient en son temps, examinant ses échanges avec divers secteurs de la société (philanthropes, parlementaires, médecins, syndicats, milieux protestants, franc-maçonnerie...). Dans cette somme monumentale qui accordait naturellement une place importante à la naissance du suffragisme, la maternité n'était qu'un thème parmi bien d'autres. Héritier de cette historiographie, le livre d'Anne Cova approfondit le rapport entre les luttes féministes et les débuts de la protection de la maternité pendant une « période-clé », de 1892 à 1939.
- 2 1892 : le premier congrès international « féministe » se réunit à Paris. Marie Huot lance un appel néo-malthusien. Les parlementaires adoptent une loi réglementant le travail des enfants et des femmes dans l'industrie, abordant la question du repos avant et après l'accouchement. Le droit des mères pauvres à l'assistance médicale gratuite est reconnu l'année suivante. 1939 : à la veille de la guerre, le Code de la famille renforce la politique nataliste et familiale de l'État. Il n'innove pas : la répression très sévère de l'avortement et l'interdiction de la contraception et de la propagande néo-malthusienne remontent à 1920. Le versant incitatif de cette politique, avec la création des allocations familiales, date de 1932. Entre ces deux dates, pendant la genèse de l'État-providence, les féministes et les natalistes exercent leur influence. Ces groupes de pression aujourd'hui opposés font alors souvent cause commune : les féministes réformistes, majoritaires, agissent en républicaines angoissées par le « déclin » démographique de leur pays, en suffragistes désireuses de rassurer l'opinion publique et les pouvoirs politiques, en femmes qui reconnaissent la fonction maternelle comme une composante essentielle de l'identité féminine. Les féministes radicales, pour être souvent néo-malthusiennes, n'en sont pas moins d'accord avec leurs sœurs ennemies sur un point : la maternité est une « fonction sociale » dont la non-reconnaissance explique en partie l'infériorité des femmes dans la société. Toutes, enfin, cherchent à remédier à la détresse des mères pauvres, ouvrières ou « filles-mères ». Si l'ouvrage retrace avant tout le combat politique de ces femmes, aidées par quelques sympathisants, il s'intéresse aussi aux perceptions, aux représentations de la maternité associée au civisme, mais aussi au pacifisme. Le plan chronologique est rythmé par les lois qui préfigurent l'État-providence et montre le passage des initiatives privées, charitables, laïques et religieuses en faveur des mères aux initiatives publiques. Même si le solidarisme a pu

l'encourager, seul un natalisme puissant a permis ce passage qui devait triompher d'une grande répugnance à s'immiscer dans la vie privée ou dans les ateliers. La plupart des féministes ont su utiliser ces deux brèches. La dernière partie sur la période 1919-1939, la plus dense, prend un intitulé interrogatif : une politique de la maternité ? On peut en effet en douter pour plusieurs raisons. Les féministes s'estiment peu écoutées et peu suivies. Dans les années 1930, la crise économique et les tensions politiques internationales créent un contexte peu favorable à la reconnaissance des droits des femmes et des mères. Enfin, les mesures engagées par l'État pour relancer la natalité ne sont pas suivies d'effets.

3 À l'image de la thèse (dirigée par Michelle Perrot et Gisela Bock et soutenue à l'Institut universitaire européen de Florence en 1994) dont il est issu, ce livre représente une somme d'érudition : Anne Cova maîtrise une imposante bibliographie internationale, étoffée par ses nombreux séjours à l'étranger où elle a pu travailler avec des historiennes spécialistes de cette question (elle a notamment participé au livre collectif dirigé par Gisela Bock et Pat Thane, *Maternity and Gender Politics. Women and the Rise of the European Welfare States, 1880s-1950s*, London, Routledge, 1991). Elle a dépouillé pendant de longues années archives et journaux : le livre foisonne de faits, de dates, de noms mais il avance aussi, dans une remarquable introduction, des problématiques fortes, indices des avancées récentes de l'histoire des femmes. Anne Cova, poussée dans cette voie par la nature même de son sujet, refuse de s'enfermer dans les dichotomies simplistes égalité / différence, sphère publique / sphère privée, maternité / citoyenneté. Son approche compréhensive et sans préjugés des stratégies des acteurs et actrices de cette histoire n'est pas la moindre de ses qualités.

Pour citer cet article

Référence électronique

Christine BARD, « Anne COVA, *Maternité et droits des femmes en France, XIXe-XXe siècles*, Paris, Anthropos, coll. Historiques, 1997, 435 p. », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 8 | 1998, mis en ligne le 21 mars 2003, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/332>

Droits d'auteur

Tous droits réservés
